

24ème Congrès international du CIRIEC

Napoli Italia 30 settembre - 2 ottobre 2002

TABLE RONDE

Quelles fonctions de base pour les pouvoirs publics? Quels nouveaux rôles pour les pouvoirs publics?

Gérard Delfau

Président, CIRIEC-France
Sénateur de l'Hérault

(France)

Intervention à la Table ronde

1 - LA PUISSANCE PUBLIQUE SOUS CONTRÔLE DU MARCHÉ?

- Nos sociétés développées sont un mixte entre économie de marché et action collective chargée d'assurer le primat de l'intérêt général.
- Le degré et les formes d'intervention publique dépendent de l'histoire des peuples, de leur culture, du moment. Les années 60 ont marqué l'apogée de l'intervention publique. Les années 80 ont connu un mouvement inverse de retrait qui s'est peu à peu accéléré. Aujourd'hui, après trente ans de néolibéralisme, l'aspiration à un rééquilibrage en faveur des politiques de bien-être et d'intérêt général retrouve peu à peu la faveur de l'opinion publique.
- Mais, en trente ans, l'affrontement a changé d'échelle. Il a franchi une nouvelle étape de la mondialisation de l'économie et de son extension à la sphère du privé. L'espace public (Etat, collectivité locale, économie sociale) s'est rétréci par la privatisation des services publics¹ ou leur délégation à des entreprises privées soumises à des instances de régulation qui se sont souvent comportées comme alliées objectives de l'économie capitaliste de marché.
- L'Etat-nation a vu sa légitimité contestée par des firmes trans-nationales, par le poids croissant du marché financier, par la mise en place d'institutions internationales: FMI, Banque mondiale, OMC, etc., trop soumises à l'hyperpuissance américaine.
- L'Union européenne a fait preuve à la même époque d'une grande perméabilité aux thèses néolibérales et à l'influence des intérêts économiques et financiers. Fondamentalement, elle souffre d'un déficit démocratique de ses institutions. Et le « marché unique », puis la « monnaie unique », ont été et restent le seul chantier commun qui ait mobilisé les énergies. Avec l'élargissement à une dizaine de pays de l'Europe de l'Est, prévu en 2004, elle risque de sombrer définitivement dans une zone de libre échange ; ce qui signifierait la mort de l'idée européenne voulue par ses fondateurs. Sa propension à imposer l'anglais comme langue universelle et obligatoire à chaque Etat-membre témoigne de ce glissement, ou plutôt de ce reniement.

¹ Cf « Services publics : le livre noir des privatisations », ouvrage collectif de l'association Promouvoir les Services Publics dirigé par A.I. Ferry et J.J. Bianchini, L'Harmattan, 178p., 2002. Cet essai rappelle la désastreuse histoire des privatisations de quelques services publics dans le monde et esquisse les voies de la reconquête tant au niveau français et européen qu'à l'échelle des institutions internationales.

- La conséquence de cette dérive à l'échelle mondiale est claire : l'économie tend à absorber la politique, à en faire un instrument de domination des peuples au profit d'intérêts particuliers. La puissance publique, même dans les pays démocratiques, est sous influence. Dans les nations sans structure étatique elle est carrément sous contrôle. Le phénomène n'est pas nouveau, il est même consubstantiel au système capitaliste depuis le 18^e siècle. En revanche, la concentration du pouvoir financier, la domination sans partage d'une seule nation-continent : les Etats-Unis d'Amérique, qui met son appareil militaire et culturel au service de ses intérêts économiques, le support d'une langue, l'anglais, qui tend à devenir universelle, sont sans précédents dans l'histoire, depuis l'Empire romain. Et l'ampleur de ces phénomènes commence à provoquer une prise de conscience à la même échelle : mondiale.

2 - LE MOUVEMENT ANTI-MONDIALISATION EST RÉCENT, CONFUS, MAIS PORTEUR D'AVENIR: IL TÉMOIGNE D'UN BESOIN PLANÉTAIRE DE PUISSANCE PUBLIQUE

Né dans les années 1990, il s'est développé dans deux directions :

- Avec le sommet sur le réchauffement de la terre, à Rio, en 1992, il a mis en cause le modèle de développement économique à partir du risque de dérèglement climatique (effet de serre).
- Avec les manifestations contre l'OMC, à Seattle, fin 1999, il a pris pour cible le mécanisme même du néolibéralisme, qui veut contraindre les Etats-nations à démanteler toutes formes d'action collective et de recherche de l'intérêt général pour faire du monde un immense marché, sans règles ni entraves.
- Or, le sommet de Johannesburg de 2002 amorce la confluence de ces deux courants : la dénonciation du modèle de développement économique rencontre la thématique des inégalités entre nations, dont l'aggravation depuis une dizaine d'années contribue à miner l'équilibre de l'écosystème de la terre (déforestation et avancée du désert, par exemple).

- Ce double mouvement modifie profondément le contexte où se déploie l'aspiration des peuples aux politiques de bien-être. Il réactualise la demande de besoins fondamentaux:
 - l'accès à l'eau potable émerge comme la priorité, puisque 1,2 milliard d'hommes en sont privés;
 - la malnutrition, qui touche 2 milliards d'hommes, instruit le procès des pays pauvres contre les nations riches, qui subventionnent leur agriculture et faussent ainsi la concurrence et le marché dont elles se font, par ailleurs, les championnes ;
 - la demande de soins médicaux de base et des moyens de lutter contre les épidémies s'élargit ; un continent entier, l'Afrique, est menacé de disparition par le sida en raison de la faiblesse de mobilisation des dirigeants occidentaux et de la coupable attitude de beaucoup de gouvernements locaux.

Le monde est devenu une caisse de résonance de ces famines, de ces cataclysmes, de ces massacres, qui, autrefois, n'étaient connus que partiellement et après coup. Les besoins vitaux non satisfaits d'une grande partie de l'humanité sont désormais recensés, évalués, débattus dans les instances internationales et devant une opinion publique qui, peu à peu, prend conscience de l'interdépendance des problèmes à l'échelle de la planète. D'autant que chaque nation riche secrète, elle-même, l'exclusion d'une frange de plus en plus importante de la population. Considérons ces deux faits : l'aide publique au développement des pays pauvres a baissé depuis les années 90, alors que l'Occident bénéficie d'un enrichissement sans précédent. Simultanément, au sein même des pays riches, les inégalités entre couches de la population se sont accrues, y compris en Europe, sous des gouvernements de gauche. Le démantèlement ou l'affaiblissement des services publics a accentué encore ces disparités. Or, les deux phénomènes sont liés.

Ils sont la manifestation d'une abdication du politique. Ce renoncement a sa traduction à chaque échéance électorale depuis une douzaine d'années : le suffrage universel a perdu de son pouvoir d'intégration des catégories populaires et d'arbitrage entre les conflits d'intérêt. Le vote d'extrême droite (ou populiste), ainsi que l'abstention, sont les signes de ce désenchantement dans nos démocraties. Ainsi l'on redécouvre peu à peu qu'il y a une convergence d'intérêts entre riches et pauvres sur toute la surface de la terre, quel que soit le niveau de PIB ; et les foules bigarrées de manifestants à Seattle, à Gênes, à Mexico, à Porto Alegre, à Johannesburg, témoignent qu'une nouvelle forme d'internationalisme est en train de naître. Or, rares furent les périodes de notre histoire contemporaine où la contestation de l'exploitation des peuples a dépassé les frontières d'une nation.

Telle est la première caractéristique de cette demande d'une puissance publique mondiale capable de soumettre le marché à l'intérêt général. Mais nous n'en sommes qu'aux balbutiements d'un mouvement de libération qui cherche encore ses marques.

3 - UN NOUVEAU PARADIGME: LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

A cette exigence fondamentale et immédiate - assouvir la soif et la faim, être soigné, être éduqué - s'ajoute depuis peu, confusément, une deuxième prise de conscience : la survie de la terre, en tant que planète, est menacée par l'inégalité même de son modèle de développement qu'incarne jusqu'à la caricature la politique du président actuel des Etats-Unis.

Les nouveaux besoins de la civilisation occidentale : l'automobile, les télécommunications, l'habitat, etc., exigent une consommation sans cesse accrue d'énergie (et d'espace). Or, les énergies fossiles sont à l'origine du réchauffement de la terre et de la dégradation de l'atmosphère. L'énergie nucléaire, « propre » quant à l'effet de serre, produit des déchets qui sont un risque mortel pour l'humanité. Comment faire accéder une part croissante de l'humanité à ces standards de vie sans provoquer des cataclysmes qui mettraient en danger la survie de certaines régions, voire celle de l'espèce, c'est le thème de discussion de grands sommets depuis Kyoto.

Réorienter la croissance - et pas seulement en répartir plus équitablement les dividendes - telle devrait être la problématique commune à tous ceux qui affirment la primauté du politique sur l'économique.

4 - UNE REFORMULATION DU BESOIN DE PUISSANCE PUBLIQUE

Trois thèmes de mobilisation sont en train de converger:

- celui des « besoins vitaux » de l'humanité;
- celui de l'égalité, ancré au cœur de nos sociétés démocratiques;
- enfin, le dernier né, celui du développement durable, lié au concept d'écologie.

Cette conjonction induit, sans aucun doute, une révolution dans les modes de pensée qui prédominaient depuis le 19^e siècle. Et leur cristallisation, leur croisement, leur hybridation même nous placent à l'aube d'une nouvelle époque. L'histoire bifurque sous nos yeux. Et les excès du « tout marché » accélèrent la prise de conscience tout en modifiant substantiellement le contenu du message que le camp progressiste doit porter à la face du monde.

Ce long détour était nécessaire pour commencer à répondre aux redoutables questions qui nous sont posées au 21^e siècle: quelles missions de base pour la puissance publique ? Quels nouveaux rôles lui confier pour faire prévaloir l'intérêt général ?

L'analyse que nous venons de faire nous aide à comprendre que nous ne sommes pas réunis, nous militants des services d'intérêt général, des services publics et de l'économie sociale, pour défendre un statut, une catégorie de salariés, une entreprise publique, un mode d'organisation propre à tel ou tel pays, même si ces combats sont légitimes.

Nous ne sommes pas, non plus, des idéologues du « tout Etat » , en guerre avec les croisés du libéralisme.

Notre position est autre. Nous participons, à des degrés divers, à des formes d'intervention de la puissance publique au moment où, très affaiblie, elle retrouve une certaine vigueur. Nous avons conscience que devant le champ de ruines de ces trente dernières années, il serait vain de vouloir reconstruire à l'identique. Le concept de « pouvoirs publics » a changé de nature et d'échelle. Il se décline désormais au niveau des ensembles régionaux, l'Europe, l'Asie du Sud-Est, l'Amérique, malgré les degrés d'intégration fort inégaux. Il s'est enrichi dans son contenu et il s'est chargé d'un sentiment d'urgence.

Si nous sommes ici rassemblés, c'est bien pour comprendre en quoi cette mutation est universelle, tout en gardant à l'esprit la spécificité de chacun de nos pays, de chacune de nos cultures. Au milieu d'un foisonnement de signaux contradictoires, deux choses, au moins, sont claires:

- à nouveau, s'exprime la demande des « politiques de bien-être » alors que l'idéologie du « tout marché » semblait avoir disqualifié à jamais la légitimité des interventions publiques ;
- à nouveau surgit la réaffirmation du primat du politique sur l'économique et le financier ; mais, pour la première fois, cela n'exprime pas seulement une exigence morale, une demande de justice sociale, cela se fait aussi au nom d'un réflexe de survie de l'espèce.

Et nous ne pouvons mesurer encore les conséquences sur nos comportements de ce changement de perspective.

«Citoyen du monde» était autrefois une formule un peu naïve, que maniait une poignée d'idéalistes s'agitant dans l'indifférence ou le mépris. Aujourd'hui, nous pressentons qu'un cyclone ou l'élévation du niveau des mers et des océans peuvent donner, du jour au lendemain, sur le territoire où nous vivons, une dimension tragique à ce qui était jusqu'ici du domaine du souhait. Les plus conscients d'entre nous réagissent: la «finitude» de notre planète impose qu'une puissance publique arbitre entre les intérêts privés et l'intérêt général.

Modestement, très modestement, nos réflexions, ici à Naples, parce qu'elles émanent d'acteurs des services publics à l'échelle internationale, peuvent contribuer à cette prise de conscience. Les opinions publiques sont plus attentives que ne le croient les politiques à ce bouleversement des idées, à ce sentiment diffus d'une solidarité planétaire. Mais les dirigeants de nos pays démocratiques sont-ils prêts à assumer les conséquences de ce constat?